



Reprise mitigée pour l'économie francilienne

L'économie francilienne se caractérise par une hausse du niveau de l'emploi salarié et une légère diminution du chômage au quatrième trimestre 2013. La fréquentation hôtelière reste en demi-teinte fin 2013. L'activité dans la construction neuve est orientée à la baisse début 2014.

Après une reprise en fin d'année 2013, l'activité en France aurait été plus modérée au premier trimestre 2014, puis devrait croître à nouveau au deuxième trimestre. L'amélioration de la zone euro devrait se poursuivre au premier semestre 2014, notamment grâce à une légère hausse de la consommation des ménages.

Jocelyne Manguin, Insee Ile-de-France
Athmane Dahmouh, Direccte Ile-de-France

Synthèse régionale

Au quatrième trimestre 2013, l'emploi francilien augmente légèrement, après une quasi-stabilité durant le reste de l'année 2013. L'intérim reprend nettement au quatrième trimestre 2013 (+ 5,0 % par rapport au troisième trimestre) ; 2 900 postes en intérim sont créés en un an. L'emploi salarié augmente dans les secteurs de la construction et des services en un an. Par contre, il se stabilise dans le commerce et continue de reculer dans l'industrie. Le taux de chômage francilien révisé diminue légèrement (0,1 point de moins qu'au troisième trimestre) et atteint 8,6 % de la population active alors que la hausse du nombre de demandeurs d'emploi perdure. De septembre 2013 à février 2014, le nombre de créations d'entreprises est plus élevé que celui observé sur la même période un an plus tôt, en raison de la forte hausse des créations d'entreprises individuelles (hors auto-entreprises). Les ventes de logements neufs augmentent entre le troisième trimestre et le quatrième trimestre 2013, mais diminuent en glissement annuel. La fréquentation hôtelière est plus modérée à la fin de l'année 2013.

Contexte international

La zone euro retrouve un peu de tonus

L'embellie s'est poursuivie dans les économies avancées au quatrième trimestre 2013. Dans la zone euro, l'activité a accéléré du fait d'une reprise des exportations et de l'investissement.

Les économies émergentes traversent une zone de turbulences monétaires. Les monnaies russe, turque et argentine se sont à nouveau dépréciées au début de l'année, en lien avec la réduction des achats de bons du Trésor par la Réserve fédérale américaine. En Chine, le climat des affaires s'est affaibli. Au total, les importations des économies émergentes perdraient de la vigueur début 2014.

Les économies avancées continueraient de croître modérément d'ici mi-2014. Aux Etats-Unis, l'activité serait toujours solide, malgré les événements météorologiques extrêmes du début d'année. Au Royaume-Uni, l'activité continuerait d'être dopée par la hausse des prix des actifs et le redémarrage du crédit. Surtout, la zone euro retrouverait un peu de tonus (+ 0,4 % au premier trimestre puis + 0,3 % au deuxième), grâce à une moindre consolidation budgétaire, un redressement de l'investissement et une baisse de l'épargne de précaution des ménages.

Contexte national

Une reprise modeste

L'activité a progressé en France au quatrième trimestre 2013 (+ 0,3 % après - 0,1 %). Au premier semestre 2014, l'activité progresserait de 0,2 % en moyenne par trimestre, mais avec un profil heurté (+ 0,1 % puis + 0,3 %). En effet, le dynamisme des dépenses en biens durables et de construction au quatrième trimestre 2013 résulte en partie de comportements d'anticipation, et aurait ainsi généré un contrecoup début 2014. En outre, la production d'énergie se contracterait au premier trimestre 2014 (- 1,5 %) avant de rebondir au deuxième (+ 2,4 %), en raison des températures particulièrement douces de cet hiver. Au total, la demande resterait peu dynamique au premier semestre 2014 : les exportations continuent d'être pénalisées par l'appréciation passée de l'euro, l'investissement serait freiné par l'absence de reprise dans la construction et la consommation des ménages progresserait faiblement.

L'emploi total progresserait au premier semestre 2014 (+ 53 000 postes après + 66 000 au second semestre 2013), principalement du fait des emplois aidés, et le taux de chômage serait stable, à 10,2 %.

L'emploi francilien croît lentement durant l'année 2013

L'emploi salarié francilien augmente légèrement au cours du quatrième trimestre 2013, après deux trimestres stables. L'année 2013 marque donc l'arrêt de la baisse, amorcée au second semestre 2012. Ce redressement n'apparaît en province qu'au quatrième trimestre 2013. Entre le quatrième trimestre 2012 et le quatrième trimestre 2013, l'emploi francilien progresse de 0,3 %, alors qu'il diminue de 0,4 % en province. Il se rapproche peu à peu de son niveau d'avant la crise de 2008.

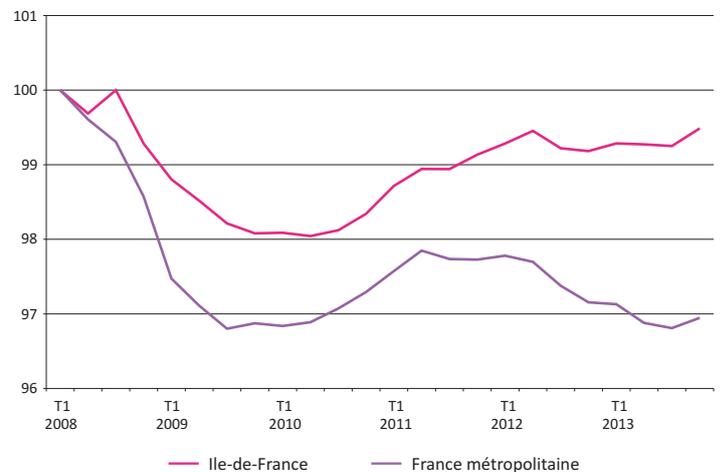
L'intérim augmente fortement au quatrième trimestre 2013 (+ 5,0 % par rapport au troisième trimestre). En un an, l'emploi intérimaire a progressé de 2 900 postes (+ 3,4 %). Ce rebond de l'emploi intérimaire au quatrième trimestre est présent dans l'ensemble des secteurs, mais il est particulièrement important dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, dans les activités financières et d'assurance, ainsi que dans l'industrie (métallurgie et fabrication de matériels de transport).

Hors intérim, l'emploi salarié augmente de 0,1 % au quatrième trimestre 2013. En un an, il augmente de 0,2 %, soit un gain de 5 600 emplois. Cette évolution est toutefois relativement inégale selon les secteurs d'activité. L'emploi recule encore dans l'industrie (- 1,5 % en un an) : ce sont ainsi près de 61 000 emplois industriels qui ont disparu dans la région depuis début 2008. Il continue de diminuer plus précisément dans le secteur de la fabrication de matériels de transports, ainsi que dans celui de la fabrication de machines et d'équipements électriques, électroniques, informatiques (respectivement - 2,7 % et - 1,5 % en un an, soit une perte de près de 2 100 et 1 100 emplois). Dans la construction, l'emploi continue de progresser sensiblement depuis la reprise amorcée à la fin 2011 (+ 1,6 % en un an, soit 4 300 emplois supplémentaires). Dans le secteur du commerce, l'emploi retrouve le niveau de la fin 2012 grâce à une reprise au quatrième trimestre après une baisse continue trois trimestres d'affilée. Le secteur des services (hors intérim) reste le principal moteur des créations d'emplois dans la région. Avec 12 500 emplois supplémentaires en un an, l'emploi dans les services marchands est en hausse de 0,5 %. L'emploi salarié poursuit sa progression dans les activités scientifiques, administratives et de soutien (+ 0,8 % par rapport au quatrième trimestre 2012, soit 7 400 emplois supplémentaires). Le secteur de l'hébergement et de la restauration reste dynamique (1 700 emplois supplémentaires, soit + 0,6 % en un an). Dans le secteur de l'information et de la communication, l'emploi salarié est à la hausse pour le deuxième trimestre consécutif (+ 0,4 % en un an, soit près de 1 700 emplois supplémentaires). A l'inverse, il diminue toujours pour les activités financières et d'assurance (- 0,6 %, soit 2 100 emplois supprimés).

Le taux de chômage en légère baisse au quatrième trimestre 2013

Après une stabilisation au cours des deux précédents trimestres, le taux de chômage révisé diminue légèrement en Ile-de-France au quatrième trimestre 2013, s'établissant à 8,6 % de la population active. L'amélioration est identique pour la France métropolitaine (- 0,1 point) où le taux de chômage atteint 9,8 %. A un an d'intervalle, le taux de chômage a augmenté de 0,1 point dans la région, tandis qu'il est revenu à son niveau de fin 2012 en France

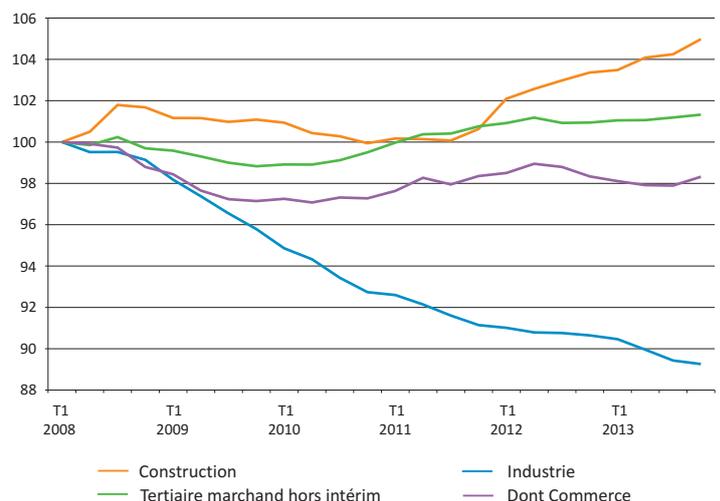
L'emploi salarié francilien se redresse légèrement en fin d'année (en indice base 100 au 1^{er} trimestre 2008)



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Le secteur tertiaire marchand soutient l'emploi francilien (en indice base 100 au 1^{er} trimestre 2008)



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture et intérim, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

métropolitaine ; la plus forte hausse annuelle dans la région est de 0,3 point en Seine-Saint-Denis. Au quatrième trimestre 2013, les Yvelines ont le taux de chômage le plus bas de la région (7,1 %) et la Seine-Saint-Denis le plus élevé (12,7 %).

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit

Les données relatives à la demande d'emploi ne confirment toutefois pas la légère amélioration du taux de chômage. Ces derniers mois, la progression du nombre de demandeurs d'emploi n'a que faiblement ralenti. Depuis fin septembre, la hausse mensuelle moyenne du nombre des inscrits en catégorie A est de 0,5 % alors qu'elle était de 0,7 % sur les neuf premiers mois de l'année 2013.

En février 2014, 874 520 personnes inscrites à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France. Parmi elles, 630 690 n'ont pas travaillé durant le mois précédent. Ces chiffres dépassent à présent les niveaux record enregistrés au cours des quinze dernières années.

Jusqu'à l'automne 2012, les effets de la crise sur la hausse du nombre de demandeurs d'emploi avaient été moins ressentis en Ile-de-France que dans les autres régions. Ce n'est plus le cas actuellement. En un an, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est de 6,3 % en Ile-de-France et de 4,7 % en France métropolitaine.

Les évolutions de la demande d'emploi sont différentes selon les tranches d'âge. Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi est stable depuis le début de l'année 2013 en Ile-de-France. A l'inverse, le nombre des demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus poursuit sa progression très régulière, un peu supérieure à 1 % par mois.

Fin février 2014, 362 660 inscrits en catégorie A, B, C sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, soit 41,5 % des demandeurs d'emploi franciliens. Ce taux est le plus élevé depuis le début des séries en janvier 1997. Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée continue à croître rapidement (+ 1,0 % en rythme mensuel depuis septembre 2013). Le nombre de demandeurs d'emploi de moins d'un an augmente également, mais à un rythme très faible depuis début 2013.

Depuis septembre 2013, les taux de croissance mensuels du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans les départements franciliens sont assez proches de la moyenne régionale (+ 0,5 %). Seuls s'en écartent ceux de l'Essonne (+ 0,7 %) et de la Seine-et-Marne (+ 0,3 %).

Les hausses du nombre de demandeurs d'emploi des derniers mois ont principalement concerné les métiers du BTP et de l'hôtellerie restauration. A l'inverse, les métiers de la gestion et de l'administration des entreprises et ceux de la santé, de l'action sociale et culturelle et de la formation ont bénéficié d'une légère baisse.

Hausse des créations d'entreprises individuelles depuis l'automne 2013

L'économie francilienne a créé plus de 72 000 entreprises entre septembre 2013 et février 2014, soit 3,5 % de plus qu'au cours de la même période de l'année précédente. Cette hausse est la première

Le taux de chômage francilien diminue légèrement au quatrième trimestre 2013

(en %, CVS)

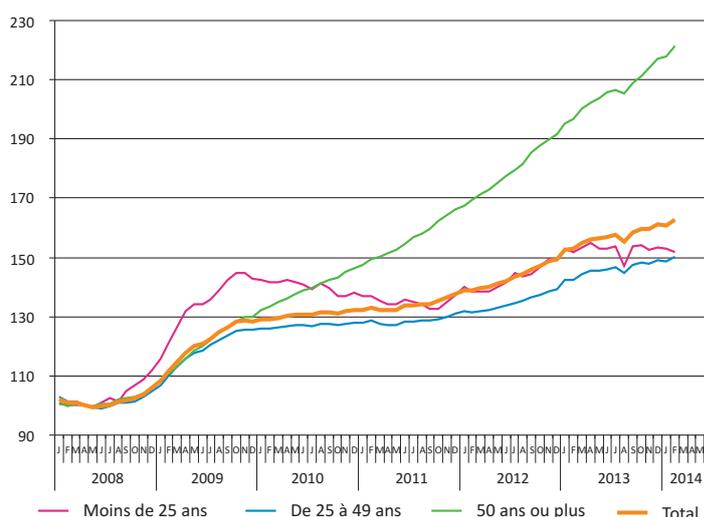


Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières.

Source : Insee, taux de chômage localisés

Poursuite de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi début 2014 en Ile-de-France

(en indice base 100 en avril 2008)



Données CVS.

Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares

Les créations d'entreprises progressent depuis l'automne 2013

Créations d'entreprises	Cumul septembre 2013 - février 2014		Evolution en glissement annuel (%)*		
	Total créations	Part des auto-entreprises (%)	Total créations	Auto-entreprises	Créations hors auto-entreprises
Industrie	2 389	58,6	9,0	7,2	11,6
Construction	8 443	38,0	3,7	0,0	6,1
Commerce, transports, hébergement, restauration	16 833	44,1	7,5	7,6	7,4
Information et communication	6 064	56,1	-3,4	-8,4	3,9
Activités financières	2 001	17,0	5,3	-12,8	10,0
Activités immobilières	2 016	21,0	6,8	31,8	1,7
Activités de services	21 021	56,1	2,1	-0,9	6,3
Enseignement, santé, action sociale	7 579	64,0	7,6	3,0	16,7
Autres activités de services	5 849	70,1	-3,2	-9,3	14,9
Total Ile-de-France	72 195	51,2	3,5	0,0	7,6
Total France métropolitaine	273 281	52,0	2,9	-2,5	9,6

* Evolution du cumul septembre 2013 - février 2014 par rapport au même cumul douze mois auparavant.

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

depuis le mouvement de baisse des créations d'entreprises, initié à l'automne 2012. Elle est plus accentuée qu'au niveau national (+ 2,9 % en glissement annuel).

Comme pour l'emploi, les activités de services sont un moteur pour la région. Plus de 21 000 entreprises y ont été créées entre septembre 2013 et février 2014, soit 2,1 % de plus qu'à la même période il y a un an. La hausse des créations d'entreprises est également élevée dans les secteurs du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration (+ 7,5 %, soit 16 800 entreprises créées sur ces six mois), ainsi que dans les secteurs de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale (+ 7,6 %, soit 7 600 entreprises créées sur cette période).

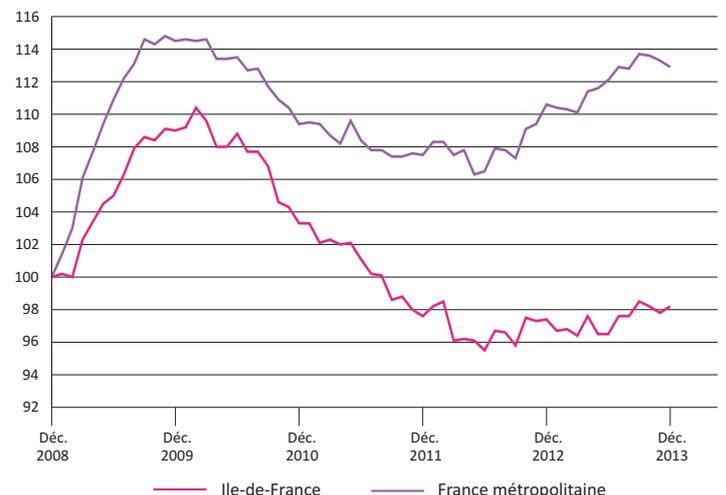
Les auto-entreprises continuent de représenter une création d'entreprise sur deux. Et après une baisse continue depuis l'automne 2012, les nouvelles auto-entreprises sont aussi nombreuses entre septembre 2013 et février 2014 qu'à la même période de l'année précédente.

Hors auto-entreprises, le nombre de créations progresse de 7,6 % entre septembre 2013 et février 2014 par rapport au même semestre il y a un an. Cette évolution est variable selon la forme juridique choisie : augmentation forte pour les entreprises individuelles (+ 14,3 % en glissement annuel) et moindre pour les sociétés (+ 5,6 %).

A la fin du quatrième trimestre 2013, le nombre de défaillances d'entreprises jugées au cours des douze derniers mois augmente par rapport à 2012 (+ 0,9 %), mais moins fortement qu'en France métropolitaine (+ 2,1 %).

Au quatrième trimestre 2013, hausse du nombre de défaillances jugées au cours des douze derniers mois en Ile-de-France par rapport à 2012

(en indice base 100 en décembre 2008)



Note : données mensuelles brutes au 7 février 2014, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France

Les ventes de logements neufs en dessous de leur niveau de fin 2012

Les ventes de logements neufs ont légèrement augmenté en Ile-de-France au quatrième trimestre 2013 par rapport au troisième trimestre 2013 (+ 3,0 %), après une forte baisse au troisième trimestre. En un an, elles ont toutefois diminué de 12,3 % par rapport au quatrième trimestre 2012, à un rythme plus élevé

que celui observé en France métropolitaine (- 9,1 %). Les prix de vente de logements neufs au m² sont à nouveau en baisse en Ile-de-France (- 2,1 % au quatrième trimestre 2013 par rapport au quatrième trimestre 2012).

La diminution des prix de vente des logements anciens perdure (- 1,7 % en moyenne sur les douze derniers mois, - 0,4 % au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre). En province, ils diminuent de 1,3 % en un an, mais reprennent par rapport au troisième trimestre (+ 0,6 %).

Les perspectives d'activité de construction de logements neufs ne sont pas favorablement orientées à court terme en Ile-de-France. Fin janvier 2014, le nombre de logements dont la construction est commencée au cours des douze derniers mois est quasi-stable (- 0,1 % par rapport aux douze mois précédents, soit 49 000 logements commencés de février 2013 à janvier 2014). Par ailleurs, le nombre de logements autorisés à être construits dans la région au cours des douze derniers mois recule de 17,3 % par rapport aux douze mois précédents (63 000 logements autorisés de février 2013 à janvier 2014 contre 76 000 sur les douze mois précédents).

La construction de locaux est dynamique mais ne semble pas pérenne. En effet, fin février 2014, la surface des locaux dont la construction est commencée au cours des douze derniers mois progresse fortement (+ 28,1 % par rapport aux douze mois précédents, soit plus de 3 millions de m² commencés de mars 2013 à février 2014). A l'inverse, la surface des locaux autorisés à être construits dans la région au cours des douze derniers mois recule de 20,6 % par rapport aux douze mois précédents (4,5 millions de m² autorisés de mars 2013 à février 2014).

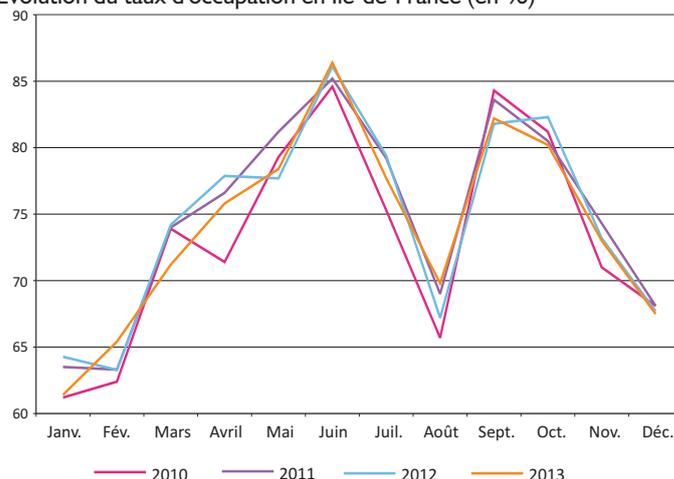
L'activité hôtelière en demi-teinte fin 2013

En Ile-de-France, la fin de l'année 2013 est mitigée pour l'activité des hôtels après deux trimestres irréguliers. En effet, le taux d'occupation est relativement plus faible que l'année précédente depuis septembre après un mois d'août nettement plus fort. Ces performances restent toutefois très proches des niveaux élevés des trois dernières années. Entre juillet et décembre 2013, les nuitées ont diminué de 0,6 % par rapport à l'an passé, en raison d'un faible mois de juillet et d'un automne moins fréquenté, même si le bilan a été très favorable en août (+ 5,2 % de nuitées par rapport à août 2012).

L'activité pâtit de la forte diminution de la fréquentation hôtelière de la clientèle française (- 9,1 % en un an sur la période de juillet à décembre 2013) qui n'est pas entièrement compensée par la fréquentation plus importante de la clientèle étrangère (+ 6,3 %). La clientèle en provenance du Royaume-Uni est en forte progression : ses nuitées augmentent de 161 000 par rapport à l'an passé, pour la période de juillet à décembre. La fréquentation de la clientèle en provenance de Chine continue d'être en très forte hausse, avec une augmentation de 340 000 nuitées sur la même période. Les touristes espagnols sont toujours moins nombreux (- 105 000 nuitées), mais restent en troisième position de la clientèle européenne de la région sur cette période, après les clientèles britannique et allemande.

Fréquentation hôtelière plus faible au quatrième trimestre 2013

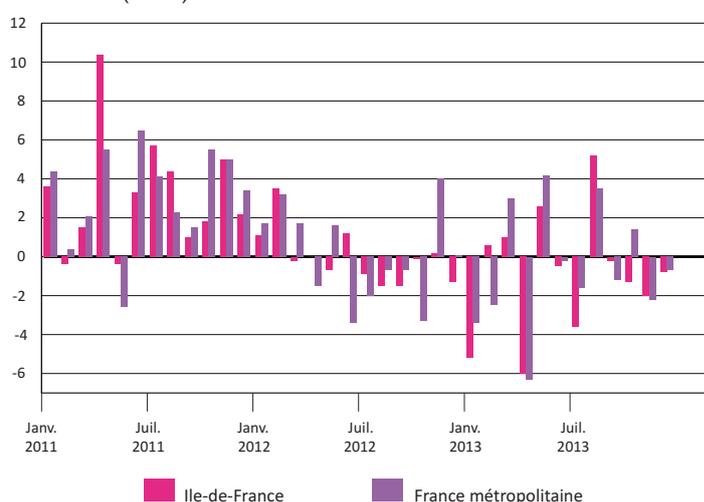
Evolution du taux d'occupation en Ile-de-France (en %)



Source : Insee, DGCS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Fréquentation des hôtels franciliens en légère baisse à la fin 2013

Evolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1 (en %)



Note : données mensuelles brutes. Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été réévaluées.

Source : Insee, DGCS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

CERC Ile-de-France : Hervé Vibert
 Crocis de la CCI Paris Ile-de-France : Mickaël Le Priol
 CRT : Aurélian Catana
 Direccte Ile-de-France : Bernard Simonin
 Douanes Ile-de-France : Sylvie Van Daele
 DRFIP : Eliane Dié
 Pôle emploi : Philippe Ricard
 Pôle emploi services : Damaris Phélippé
 PRIF : Christophe Centonze
 Région Ile-de-France : Florence Rey et David Vincent

Pour en savoir plus

« La zone Euro retrouve un peu de tonus », *Insee Note de Conjoncture*, mars 2014.

« Peu d'amélioration pour l'économie francilienne », *Ile-de-France Insee Conjoncture*, n° 05, janvier 2014.

« Economie francilienne : quelques signes de reprise », *Ile-de-France Insee Conjoncture*, n° 04, octobre 2013.

Sources et définitions

Les **estimations trimestrielles d'emploi** sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement des statistiques établies par les Urssaf à partir des déclarations des établissements versant des cotisations sociales. Tous les établissements sont pris en compte, sans distinction de taille. L'Insee interroge également directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. L'indicateur d'emploi intérimaire est élaboré par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Les séries trimestrielles sont calées sur les estimations annuelles qui sont produites à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisé). Ces estimations sont corrigées de la multi-activité et correspondent à un concept d'emploi répertorié au sens du Bureau international du travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée.

DEFM : les demandeurs d'emploi en fin de mois sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Catégorie A, B, C : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Catégorie A : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant eu aucune activité au cours du mois.

Les **séries de taux de chômage localisés** sont révisées à partir de la publication des résultats du quatrième trimestre 2013. D'une part, le taux de chômage est revu à la baisse au niveau national suite à la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi. Ce nouveau calcul situe le taux de chômage national à un niveau inférieur de 0,5 point par rapport aux données publiées antérieurement. D'autre part, la méthode d'estimation des taux de chômage localisés a été améliorée sur différents points concernant notamment l'emploi au dénominateur des taux de chômage localisés (amélioration de la méthode de passage de l'emploi au lieu de travail à l'emploi au lieu de résidence, information sur les travailleurs frontaliers...). A partir d'avril 2014, les nouvelles séries de taux de chômage régionaux et départementaux sont rétropolées de ces deux effets : elles sont cohérentes sur l'ensemble de la période d'estimation.